



## Message intersyndical aux agents des Finances Publiques du Morbihan

# Et maintenant un grand « remue-méninges » En plein « remue-ménage » du NRP

Par message du 20 mai 2022, le Directeur relaie sur Ulysse aux personnels de la DDFIP 56, l'annonce du Directeur Général dans le cadre de la préparation des nouvelles orientations stratégiques de la DGFIP qui définiront le prochain contrat d'objectif et de moyens, l'organisation d'un grand « remue-méninges » prétendant associer l'ensemble des agents.

M Jouvanceau a été désigné animateur et propose 2 réunions : le 20 juin à Vannes et le 27 à Lorient. Ces « travaux », qui s'échelonnent sur 2 semaines porteront sur l'avenir de nos métiers, les conditions d'exercice de nos missions, les relations avec nos partenaires, mais ils pourront également conduire à questionner les valeurs, les atouts, les fragilités, les marges d'amélioration de la DGFIP.

Au travers des différents messages nous comprenons que la Direction entend lancer un débat **prétendument participatif** sur l'avenir de notre Direction.

Ces orientations, clairement affichées, ont été présentées à l'ensemble des directeurs au cours du 1er trimestre, et sont engagées des réflexions approfondies avec ces derniers sur les prochaines évolutions de la DGFIP que la Direction Générale entend mettre en œuvre **sans aucunement y associer les représentants des personnels**, nous découvrons, localement, cette initiative par un message « agents ».

La manœuvre est claire et lancer ce type de concertation sans nous en avoir informés préalablement nous interroge au plus haut point.

Il est bon de rappeler au souvenir des collègues du Morbihan, l'expérience des grands-messes du Mr Girault, qui sous le couvert de concertations, de discussions et d'échanges « volontaires » a essayé d'obtenir une forme d'adhésion des agents aux projets de restructurations et de réformes qui touchent notre administration et qui font tant de dégâts dans les services, dans les vies professionnelles et personnelles de nos collègues. Ces grandes fumisteries n'ont absolument rien donné et pour cause, ce n'était pas le but recherché. Le compte rendu, le débriefing de ces nombreuses réunions, nous l'attendons toujours, et on voudrait en 2022 nous refaire le coup avec cette nouvelle démarche de ce funeste « remue-méninges ».

Nous y percevons par ailleurs une volonté délibérée de la Direction d'ignorer la représentativité et la crédibilité des organisations syndicales de la DGFIP, et de les court-circuiter au travers d'un dispositif déstructuré **permettant d'interpréter les résultats aux convenances de la DGFIP.**

Depuis la mise en œuvre du présent « contrat d'objectifs », les organisations syndicales **n'ont cessé d'alerter sur les conséquences néfastes des politiques et réformes** engagées pour les missions, les services, les emplois et les conditions de travail des personnels de la DGFIP.

Nous n'avons cessé de réclamer l'ouverture de discussions concernant les thèmes qui seraient prétendument inclus dans ce « remue-méninges ». **Sans jamais trouver écho des Directions Nationales et Locales..**

L'organisation d'un « remue-méninges » tous azimuts démontre la volonté d'écarter, préalablement à toutes discussions pré-stratégiques, les observations et revendications portées par nos organisations syndicales et ce de manière unitaire sur de multiples sujets.

Le mutisme qui a conduit au NRP avec les conséquences désastreuses pour les services et les agents n'a fait l'objet d'aucun bilan objectif et déjà la DGFIP engage des réflexions qui conduiront à forger le devenir des missions et leur cadre d'exercice, à impacter les services de la DGFIP, et qui ne manqueront pas d'avoir des conséquences sur les emplois, et les parcours de carrière des personnels.

Pourtant les défis sont nombreux pour remettre la DGFIP au cœur des priorités portées par les usagers et les personnels.

Ce manque de transparence, pour nous inacceptable, démontre le mépris du dialogue social, le mépris des personnels, **mais libre à chacun d'y croire et de participer à ces réunions.**

Pour les participants à ces séances d'enfumage, ces lieux « d'échanges et d'écoute » pourront être le moyen de rappeler :

- Une revalorisation salariale nécessaire et une réelle reconnaissance des agents
- la fin des suppressions d'emplois et la fin du recours aux emplois précaires dit «contractuels»
- le rétablissement des CAP pour les mouvements, recours et promotions aux niveaux local et national
- une réelle prise en compte des conditions de travail des agents au-delà d'un saupoudrage par le fonds d'amélioration.

**L'intersyndicale FiP 56**